

Journal de 20 heures

François Léotard : « Notre volonté, c'est de ne pas faire d'interposition. Il faut que chacun le comprenne, ceux qui massacrent et ceux qui envisagent de dominer ce pays alors qu'ils sont minoritaires »

Patrick Poivre d'Arvor, Régis Faucon, Nahida Nakad, Nellie Pons

TF1, 29 juin 1994

Paul Barril accuse le FPR d'être à l'origine d'un complot contre le Rwanda. Et ce avant même le début d'une enquête qu'il réclame.

[Patrick Poivre d'Arvor :] [...] premiers légionnaires français s'installent, euh, là-bas, à proximité de la ville de Cyangugu que nous vous avons fait découvrir dans nos pages spéciales. Et ce le jour-même de l'arrivée du ministre de la Défense, François Léotard, que nous interrogerons tout à l'heure en direct de Goma. Mais n'oublions pas l'aspect humanitaire de ce déploiement de force. Et ce alors qu'à Paris, 18 organisations annonçaient le lancement d'une semaine nationale de ne mobilisation [sic] "urgence Rwanda" pour récolter des fonds. Et vous en comprendrez l'urgence en regardant ce reportage de Régis Faucon et Sébastien Renouil. Euh, vous verrez que ces besoins sont vraiment importants.

[Régis Faucon :] Ces deux petites filles avec leur belle robe rose sont seules au monde. Ou plutôt elles l'étaient. Elles ont trouvé un refuge à l'orphelinat de Goma, tenu par une association basée en Bretagne : "Les Enfants Avant Tout" [gros plan sur des visages de bébés]. Tutsi ou Hutu, ces bébés étaient à Nyundo au Rwanda [une incrustation "Goma, Zaïre" s'affiche à l'écran]. Tous leurs proches ont été massacrés quand la folie meurtrière s'est emparée

du pays. Tous reviennent de l'enfer et ont été sauvés miraculeusement [on voit plusieurs enfants dormir à même le sol sur une couverture].

[Valérie Mesle, association "Les Enfants Avant Tout" [elle tient un orphelin dans ses bras] : - "Alors certains, euh, bon, ceux qui étaient capables se sont sauvés eux-mêmes et se sont retrouvés, euh, à l'orphelinat. D'autres ont..., ont été amenés par des..., des gens qui les avaient cachés... ou ont été trouvés, euh, ben dans la rue, tout seul, enfin..., et ont été amenés par des bonnes volontés". Régis Faucon : - "Et là par exemple, vous avez un enfant qui porte une trace de..., de balle ou de machette?". Valérie Mesle : - "Non c'est une, euh, trace de balle. C'est une..., une balle qui l'a..., qui lui a effleuré la joue. Et, euh..., qui a cicatrisé et qu'a..., qui lui laisse donc cette marque, définitivement. Certains ont eu des..., des blessures de machette, que ce soit à la tête ou, euh, sur les membres".]

C'est pour les petits innocents que ces mastodontes [on voit à l'image un avion atterrir] décollent et atterrissent chaque jour à Goma. À bord de chacun d'entre eux, 30 tonnes de biscuits, sardines, lait, médicaments, couvertures et surtout vêtements [on voit des hommes décharger d'un avion des sacs sur lesquels figure l'inscription "ICRC"]. Tout cela est immédiatement acheminé vers ceux des camps que les Français ont repéré et mis sous leur surveillance. Et ce n'est qu'un début [on voit à l'image un mur avec une affiche d'"Action humanitaire France"].

[De Goma Régis Faucon, face caméra, devant un avion aux couleurs bleu-blanc-rouge : "Les Français font visiblement tout pour faire mentir les sceptiques qui voudraient absolument voir d'autres motivations derrière cette opération humanitaire. Mais avec l'évacuation des personnes menacées, l'acheminement des vivres et la protection des camps, la France, pour l'instant, remplit exactement son contrat : secourir une population menacée d'extinction".]

[Patrick Poivre d'Arvor :] Côté humanitaire, c'est Lucette Michaux-Chevry qui coordonnera l'action française. Elle était tout à l'heure aux côtés de François Léotard, ministre de la Défense, qui est arrivé ce matin à Goma dans l'Est du Zaïre afin d'inspecter les forces qui participent à cette opération Turquoise. Avec eux, Nahida Nakad et Gilles Hémart.

[Nahida Nakad :] Le camp de Nyaushishi [Nyarushishi] au sud du Rwanda. François Léotard [on voit un hélicoptère Puma en train d'atterrir] a voulu visiter les réfugiés [on voit le colonel Didier Tauzin accueillir le ministre] pour se faire une idée de la situation humanitaire. Première rencontre avec les soldats français qui gardent le camp [on voit le général Jean-Claude Lafourcade

en train d'ajuster son béret sur sa tête]. 8 000 Tutsi ont fui les massacres et se sont installés ici [on voit François Léotard avec l'évêque de Cyangugu ; ils sont entourés d'enfants]. Des enfants pour la plupart. Beaucoup d'entre eux sont orphelins.

1 000 soldats français en tout [devant une maison en briques et derrière un mur de briques de terre crue, on voit un soldat français au béret vert en train d'observer avec des jumelles, un fusil mitrailleur à côté de lui] devraient s'installer sur le territoire rwandais [deux bérets verts protégés par un mur de briques observent le village et les collines au loin]. Il y en a actuellement moins de 300 [on voit Marin Gillier en conversation avec François Léotard en compagnie des généraux Jean-Claude Lafourcade et Philippe Mercier]. Ils s'approchent un peu plus chaque jour de la ligne de front [Gillier montre à Léotard la direction de Biseseo]. Mais selon le ministre [un soldat observe dans la lunette du lance missiles Milan], leur nombre ne leur permet pas de protéger toutes les populations en danger. Seul le Sénégal participe aujourd'hui à l'opération Turquoise. François Léotard a fait part aujourd'hui de sa déception face au refus de la communauté internationale de contribuer à cette mission.

[Patrick Poivre d'Arvor interviewe à présent François Léotard, en duplex de Goma.]

Patrick Poivre d'Arvor : François Léotard, bonsoir. Vous êtes, euh, avec nous en direct de Goma. Euh, pour l'instant on en est à une série de..., d'interventions ponctuelles pour protéger les communautés déplacées. Mais on sent bien que l'armée française recule le moment où elle devra pénétrer dans la partie du territoire rwandais – qui est une partie importante – détenue par le F..., par le..., par le FPR.

François Léotard : Euh, à vrai dire, euh..., la..., la progression des forces continue à se faire. Je vous rappelle que la délibération..., la résolution du Conseil de sécurité n'a qu'une semaine ! C'était mercredi dernier [22 juin] – exactement à cette heure-ci – que le Conseil de sécurité de l'ONU a donné le feu vert à la France pour intervenir. En une semaine nous sommes maintenant 1 500, ici, au Zaïre et au Rwanda. Et nous..., et bien sûr, nous continuons à nous informer et à protéger. Et donc à sauver des gens. Nous avons..., euh, les forces françaises qui sont ici ont déjà sauvé de nombreuses personnes. Et leur seule présence dissuade les agresseurs potentiels. Donc je crois que le bilan n'est pas, bien sûr, euh, nul, au contraire ! Néanmoins nous attendons un certain nombre de forces supplémentaires dans les jours qui viennent pour arriver à cet effectif global de 2 500 que nous avons, euh,

exprimé. Mais, comme vous le savez, l'ampleur du défi... – c'est-à-dire les centaines de milliers de réfugiés qui sont actuellement en train de..., de bouger dans le Rwanda, de fuir, de se cacher –, l'ampleur du défi est telle qu'il suscitera des interventions, euh, des concours étrangers. Nous avons besoin d'autres pays, africains bien sûr, mais européens auss..., aussi. C'est la raison pour laquelle la France poursuit, euh, par sa diplomatie, euh, cet appel à la communauté internationale pour que nous ne soyons pas seuls dans cette crise terrible qui a suscité tellement d'émotion qu'aujourd'hui il est un peu décevant de voir qu'elle ne suscite pas davantage de générosité.

Patrick Poivre d'Arvor : Alors parlons toujours diplomatie. Vous étiez tout à l'heure à peu près à quatre kilomètres à vol d'oiseau d'une zone tenue par, euh, le FPR. Est-ce que vous continuez de dialoguer avec ce mouvement ?

François Léotard : Oui, bien entendu. Nous avons toujours dit que nous souhaitions garder le contact avec chacune des factions. Et nous continuons à le faire, ici et à Paris. Euh..., ici et en Europe. Et c'est tout à fait important pour montrer la..., la..., la..., la volonté qui est la nôtre de ne pas, d'abord, faire d'interposition à l'intérieur même du conflit – c'est-à-dire de ne pas prendre parti – mais simplement de contribuer à sauver des vies humaines. Notre seul souci c'est celui-ci ! Et je peux vous dire que c'est le cas au..., au moment même où je parle. Et il faut que chacun le comprenne : ceux qui se battent, hélas, ceux qui massacrent – parce que malheureusement il y a eu et il y a encore des massacres –, ceux qui, euh, envisagent de dominer ce pays alors qu'ils sont minoritaires. Les uns et les autres doivent comprendre que notre seul objectif est d'abord de sauver des vies humaines, ensuite de rétablir le dialogue politique. Car il faudra bien que au Rwanda, les protagonistes de ce drame affreux se mettent autour de la même table et que peut-être avec leurs voisins africains sous l'égide de la communauté internationale, eh bien, ils puissent trouver une solution politique. Il n'y a pas de solution militaire et il n'y a pas non plus de seules solutions humanitaires à ce drame.

Patrick Poivre d'Arvor : Pensez-vous que vos troupes iront jusqu'à Kigali où les problèmes là aussi sont cruciaux ?

François Léotard : Pour l'instant ça n'est pas notre intention. Et je le rappelle, les moyens que nous mettons en œuvre sont à l'heure qu'il est encore très limités. Et nous ne pouvons pas seuls accomplir la totalité des missions qui seraient nécessaires. Il faut bien le dire. Donc nous repérons les cas les plus terribles, les plus..., euh, les plus dangereux en fait, ceux qui nous permettent de sortir des gens du drame et de la détresse. Nous..., nous nous montrons, pour montr..., pour bien dire à tout le monde que il n'est pas

question d'aller au-delà dans..., dans l'horreur. Nous..., nous sauvons, euh..., des civils, des gens désarmés. Mais, bien entendu, nous découvrons petit à petit, et je pense dans toute la partie, euh, sud, sud-ouest qui va vers Butare – euh, que vous avez, euh, je crois visitée –, eh bien dans cette partie-là, nous découvrons bien sûr des centaines de milliers de gens. Ce défi est immense. Et seule la communauté internationale peut nous aider à le résoudre. Alors nous sommes là, nous restons tant que nous pouvons servir à quelque chose. Bien entendu il faut que d'autres viennent. Et il faut que derrière nous, les organisations humanitaires – c'est en train de se faire : la Croix rouge –..., les autres organisations humanitaires puissent apporter les vivres, les vêtements. Je lance un appel à cette occasion, euh, à nos téléspectateurs. Ils..., ils..., ils..., les enfants, ce soir, ont froid, euh, ont faim ! Et je crois que les Français, qui ont montré beaucoup de générosité dans ce drame, peuvent contribuer à apporter les vêtements, les vivres qui leur sont nécessaires. Les militaires ne sont là que pour garantir que ces vivres et ces vêtements arriveront, euh..., à leurs destinataires.

Patrick Poivre d'Arvor : Dernière question François Léotard : est-ce que vous confirmez que pour vous l'opération Turquoise, euh, comme le disait le Premier ministre, doit..., doit se terminer fin juillet ? Ou faudra-t-il absolument, euh, attendre, euh, la relève de l'ONU, relève qui semble tarder ?

François Léotard : Nous avons toujours dit que cela devait rester dans une période limitée. Nous le souhaitons, le gouvernement français le souhaite. Nous avons dit : "Fin juillet". Le Premier ministre a dit : "Fin juillet". Nous faisons tous nos efforts pour qu'une partie au moins de la force des Nations unies – ce qu'on a appelé la MINUAR 2 – puisse venir entre temps. Même si ça n'est pas les 5 500 soldats qu'évoquait le secrétaire général de l'ONU. Si c'était déjà 1 000, 1 500 – et de toutes nationalités, notamment des Africains –, je pense que nous aurions marqué un bon point. Et la France, eh bien c'est sa vocation, aurait été la première à tendre la main, à..., à essayer de sauver ces femmes, ces hommes, ces enfants désarmés qui sont en train de mourir sous les yeux de la communauté internationale.

Patrick Poivre d'Arvor : Monsieur le ministre, je vous remercie d'avoir, euh, répondu à nos questions.

Et en marge de ce drame, Paul Barril, l'ancien commandant du GIGN, affirme détenir les éléments qui permettraient d'identifier les auteurs de l'attentat qui, euh, a coûté la vie le 6 avril aux Présidents rwandais et burundais et qui a entraîné les massacres que l'on sait. En l'absence d'enquête en cours, Nellie Pons, Laurent Bazin et Marie-Laure Bonnemain ont eu beaucoup de

mal à vérifier ses affirmations.

[Nellie Pons :] Ce morceau de carlingue appartiendrait au Falcon-50 du Président rwandais abattu le 6 avril dernier [on voit une main en train de poser sur le sol un morceau de carlingue jaune ; la caméra zoome et l'on semble distinguer l'inscription suivante : "F50-11054-501 ASSY"]. Cette boîte, serait la boîte noire de l'avion [la main retourne le morceau de carlingue et on aperçoit à son dos un boîtier noir]. Voilà ce qu'affirmait Paul Barril au journal *Le Monde* lundi dernier [27 juin].

Or, après examen des images de la pièce métallique, les ingénieurs de Dassault nous ont déclaré que cette boîte de couleur noire est une antenne Omega servant à la radionavigation. En aucun cas un enregistreur vocal, communément appelé boîte noire. Quant aux numéros, ils ne permettent pas de dire s'il s'agit ou non de l'avion présidentiel. Aujourd'hui, l'ancien du GIGN modère ses déclarations.

[Paul Barril : - "Ça..., ça fait partie des éléments que l'on a, euh, dedans". Question du journaliste : - "La boîte noire, c'est une boîte noire?". Réponse de Paul Barril : - "C'est une boîte technique! C'est une boîte technique, euh..., qui appartient à l'appareil. Moi je peux pas vous le dire".]

L'ex-capitaine ne se démonte pas. Sa mission est plus vaste puisqu'il est chargé de trouver les auteurs et les commanditaires de l'attentat qui a provoqué la mort du Président Habyarimana. Une mission que lui a confié la veuve du Président rwandais qui dément toute intervention de l'Élysée dans le choix de Paul Barril pour mener cette enquête [on voit sur l'image Agathe Habyarimana assise sur un canapé en compagnie de l'un de ses fils].

[Agathe Habyarimana : "C'est nous-mêmes qui avons contacté le..., Paul Barril parce que il est l'ami de la famille. Il était ami de mon mari".]

Et c'est ainsi que réapparaît l'ex super-gendarme dont le nom évoque en France des affaires troubles comme Greenpeace, Irlandais de Vincennes, écoutes téléphoniques de la cellule anti-terroriste de l'Élysée. Une apparition d'autant plus surprenante qu'avant même le début d'une enquête qu'il réclame, Paul Barril accuse le FPR d'être à l'origine d'un complot contre le Rwanda.

[Paul Barril : "Complot d'une équipe terroriste du FPR avec le soutien total, qui n'est pas dissimulé, euh..., de l'Ouganda".]

Accusation dont ne semble pas s'émouvoir outre-mesure le représentant du FPR en France.

[François Rutayisire, "Représentant du Front patriotique rwandais à Paris" : "C'était un ahurissement. J'étais ahuri. J'ai pas compris sur quels éléments..."]

ments il se basait en dehors du fait qu'il a été..., la demande qui lui a été faite a été faite par la veuve du Président rwandais”.]

Ces enregistrements que lui seul a écouté [on voit une personne en train de poser au sol deux bobines d'enregistrement à côté du morceau de carlingue jaune évoqué ci-avant], des photo-satellites ou des lance-missiles que personne d'autre n'a vu, Paul Barril déclare vouloir les confier à un juge d'instruction [les bobines d'enregistrement, à nouveau filmées, sont de marque "Assmann"]. Mais à ce jour, aucune enquête n'est ouverte en France.